

d'être repérés, d'au-delà de la couverture côtière des OTH-B. Ces missiles, en traversant les écrans radars, déclencheraient aussi l'alerte rapide. Si précis qu'ils soient, ces missiles subsoniques mettraient plusieurs heures pour atteindre le Dakota du Nord, en provenance, par exemple, de l'Arctique canadien. Les forces de dissuasion américaines basées au sol seraient ainsi moins vulnérables à une première attaque.

Vers la fin de la période de transition, la technologie «Stealth» pourrait susciter des difficultés nouvelles. Mais on peut croire que d'ici-là les États-Unis auront pu commencer à mettre en service les dispositifs de détection opérant dans l'espace actuellement à l'étude. Ces dispositifs doubleront les systèmes de défense aérospatiale actuels, basés au sol, ce qui pourrait rendre possible, jusqu'à un certain point, la détection des bombardiers soviétiques, de type «Stealth».

La nouvelle structure de transition ne saurait assurer une couverture absolue. Quelques bombardiers ou missiles de croisière volant à basse altitude pourraient encore franchir impunément les écrans radars. En outre la capacité d'évaluation ne suffirait peut-être pas à déterminer si l'avion dont on aurait signalé l'approche est en réalité un avion ennemi. Les missions des avions AWACS à l'intérieur du continent ne seront également sans doute qu'occasionnelles ou exécutées en quelque sorte au hasard. Il faudrait en effet un nombre extraordinaire d'appareils pour assurer une couverture totale. Toutefois, la mission d'un dispositif d'alerte rapide n'est pas la détection absolument assurée de tous les avions ou missiles de croisière pénétrant dans l'espace aérien du continent. Il s'agit plutôt de garantir une possibilité de détection et d'alerte assez élevée pour dissuader ou empêcher un adversaire de risquer une telle entreprise.

#### *L'alerte rapide et les coûts comparés.*

L'étude des coûts comparatifs des dispositions transitoires s'impose également. Par exemple, l'un des buts de l'alerte rapide est de priver l'adversaire d'un «voyage gratuit», en lui interdisant l'utilisation du bombardier, relativement peu onéreuse, stratégiquement parlant. C'était, comme le professeur Cox l'a fait remarquer, l'un des objectifs principaux des alliés entre 1963 et 1964, la doctrine de l'époque voulant que l'on fermât l'accès (de l'Amérique du Nord) en obligeant l'Union Soviétique à utiliser des ICBM, d'où, pour elle, augmentation des coûts de fonctionnement<sup>11</sup>. Aujourd'hui encore cette politique ne paraît pas sans attrait, bien qu'on puisse en mettre en doute l'intérêt actuel, l'URSS ayant entrepris un vaste programme de mise au point et de déploiement d'armes, mûe, semble-t-il, par le désir d'atteindre, au point de vue de la capacité globale, l'égalité avec les États-Unis, voire de les dépasser. Les Soviétiques mettent aujourd'hui en service de nouveaux bombardiers et de nouveaux missiles de croisière, même s'ils n'ignorent pas que l'amélioration de la défense aérienne nord-américaine fait en même temps l'objet de sérieuses études. En fait, si on songe que, de toute manière, ils voudront sans doute se doter de missiles de croisière, sans égard au coût, ne serait-ce que pour ne pas prendre de retard sur les États-Unis dans ce domaine important de la technique militaire, on peut penser qu'ils y trouvent peut-être un avantage supplémentaire, sachant bien qu'une telle mesure obligera vraisemblablement le Canada et les États-Unis à consentir les dépenses inévitables qu'exigerait la défense aérienne.

<sup>11</sup> *Ibid.*, 8 mars 1984, p. 3:20.